

Secret autour de la visite de Jacques Chagnon au Burundi

La Presse, 23 novembre 2017 Le président de l'Assemblée nationale du Québec se trouve cette semaine au Burundi, mais son entourage se fait avare de commentaires sur le programme de sa visite. Le petit pays d'Afrique de l'Est est secoué par une violente crise politique et sociale depuis 2015. [Photo : les membres de la délégation de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie, dont Jacques Chagnon (c), à leur sortie d'audience avec le président burundais.]

Jacques Chagnon aurait constaté cette semaine que « la situation évolue positivement » au Burundi et que « la population vaque à ses occupations dans le calme ». C'est du moins ce que rapporte un communiqué de la présidence burundaise mis en ligne mardi après une rencontre entre le président de l'Assemblée nationale du Québec et le chef de l'État burundais Pierre Nkurunziza. Le Burundi a sombré dans la crise lorsque la candidature du président Nkurunziza à un troisième mandat a été annoncée, en avril 2015. Des centaines de personnes ont été tuées, des milliers d'autres détenues et plus de 400 000 Burundais ont fui à l'étranger, selon différentes organisations internationales. La Cour pénale internationale a d'ailleurs annoncé il y a deux semaines l'ouverture d'une enquête pour faire la lumière sur les crimes contre l'humanité qui auraient été commis par le régime, notamment le meurtre, la torture, le viol et la disparition forcée. La CPI estime qu'il y a des raisons de croire que des agents de l'État ont mené durant cette période « une attaque généralisée et systématique contre la population civile burundaise ». ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DE LA FRANCOFONIE Jacques Chagnon se trouve au Burundi à titre de président de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF), a indiqué mardi à La Presse la porte-parole de l'Assemblée nationale du Québec, Julie Champagne, ajoutant qu'elle n'était « pas autorisée » à divulguer d'information sur ce voyage. Dans un message envoyé à La Presse via Twitter, la responsable de la communication de l'APF, Céline Argy, a indiqué hier qu'une « coupure internet » touchait l'organisation et n'a pas répondu aux questions concernant la visite au Burundi, affirmant qu'un communiqué serait publié à la fin de la mission. Selon la Radio-Télévision nationale burundaise, la visite de la délégation de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie vise à constater « la situation qui prévaut au Burundi en matière de la paix et la sécurité ». Dans un communiqué datant de 2016, l'APF rappelait que « le parlement du Burundi est actuellement sous observation [...] en raison de la crise de la démocratie et des violations graves des droits de l'Homme dans le pays ». DES MILICES « SUR CHAQUE COLLINE » « J'espère [que Jacques Chagnon] ne s'est pas contenté du discours officiel », qu'il a rencontré des opposants, « pas seulement le gouvernement », a déclaré à La Presse le porte-parole de la section montréalaise de l'Alliance des Burundais du Canada, Emery-Patrick Ndabwunze. « Nous, on pense que la situation a empiré » au Burundi, ajoute-t-il. Si les représentants de l'APF ont constaté que le calme régnait, c'est qu'« il y a des Imbonerakure sur chaque colline » pour l'imposer, affirme M. Ndabwunze, évoquant ainsi les membres de l'aile jeunesse du parti au pouvoir décrite comme une milice par les Nations unies. Dans un rapport intitulé Se soumettre ou fuir, publié en septembre dernier, Amnistie internationale rapportait d'ailleurs « une recrudescence des exécutions extrajudiciaires, des arrestations et détentions arbitraires et des actes de torture » au Burundi, contraignant ainsi la population au silence ou à l'exil. JEAN-THOMAS LÉVEILLÉ

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});